



# LA GRANDE TRANSFORMATION

Freins, leviers & moteurs



L'objectif premier de ce rapport prospectif est de mettre en perspective les politiques et les actions actuelles de transition et de Transformation écologiques en regard des mutations socio-économiques et environnementales de notre planète et de nos sociétés pour proposer des leviers d'accélération de ce que nous appelons délibérément la Transformation plutôt que la transition.

Face aux incertitudes de notre époque, la prospective doit en effet nous guider selon différents scénarii, afin de nous aider à explorer les difficultés et les leviers des futurs possibles, préalables à l'élaboration de stratégies ou de politiques adaptées à aujourd'hui . Or, selon l'avis même des prospectivistes, leur spécialité est en pleine interrogation. Si Michel Godet a pu dire il y a plus de 40 ans que la prévision était en crise, mais la prospective en plein essor, il n'en est plus de même. Nous sommes à l'époque des scénarii et des trajectoires rendues incertaines par l'évolution du changement climatique et les conséquences de la pression démographique sur notre siècle.

Cependant, conformément à la vocation du Comité 21, à la fois « Think tank » et « Do tank », cet exercice vise aussi à dégager des pistes concrètes, principalement dans les domaines de la gouvernance, de l'appropriation entre science et technique, de l'engagement, de la finance et des territoires, en adéquation avec le rôle de plateforme multi-acteurs que joue depuis 25 ans le Comité 21, anticipateur et acteur de l'ODD 17. Il a été préparé à partir des réflexions et des débats des membres du Comité de prospective, de l'apport de diverses personnalités auditionnées, de contributions des équipes du Comité 21 et de recherches académiques propres à ce type d'ouvrage. Ce rapport a été présenté une première fois lors du Forum Change Now le 30 janvier 2020, puis révisé pour tenir compte de la situation provoquée par la crise sanitaire du Covid-19.

**Directeurs de publication** : Bettina Laville et Philippe Dessertine

**Auteurs** : Bettina Laville et Georges Ribière

avec l'appui des **membres du Comité de prospective** du Comité 21 (cf.p8)

et de **l'équipe du Comité 21** : Antoine Charlot, Elsa Charon, Sarah Dayan, Christine Delhay, Caroline Lemarchand, Pierre Talin, Sarah Schönfeld

**Réalisation graphique** : LaeviaDesigns – Sarah Ballesteros

**Imprimerie** : Caisse des Dépôts

Avec le soutien de



# SOMMAIRE

PREFACE  
UN MOMENT DE BASCULE  
INTRODUCTION  
UN RAPPORT PROSPECTIF  
LA GRANDE TRANSFORMATION  
L'ANTHROPOCENE

## I - LES FREINS ET LES LEVIERS

### 1. 1 LES FREINS A LA TRANSFORMATION

Les freins techniques  
L'impasse économique  
Les freins sociétaux  
Les freins politiques

### 1. 2 LES LEVIERS DE LA TRANSFORMATION

Les mutations technologiques et les innovations techniques doivent impérativement viser l'amélioration environnementale et climatique  
Les mutations économiques doivent être guidées par des choix tournés, non plus seulement sur la compétitivité, mais sur la fondation d'une « autre » économie  
Les modes de vie doivent évoluer vers plus de sobriété, qu'il convient par de rendre attractive  
Le cadre politique de la gouvernance doit être renouvelé

## II – LA FORCE TRANSFORMATRICE DES TERRITOIRES

2.1 La planification territoriale  
2.2 La déclinaison des ODD  
2.3 La déconcentration et la décentralisation  
2.4 L'expérimentation  
2.5 L'appropriation culturelle

## III - LES MOTEURS DE LA GRANDE TRANSFORMATION

3.1 Mobiliser la sphère ESR  
3.2 Une chambre du futur  
3.3 Des sociétés de bien commun  
3.4 L'Agenda 2030 pour et par tous  
3.5 Un revenu vital universel  
3.6 Vers une loi 5D  
3.7 L'économie de l'usage  
3.8 Investir avec des indicateurs d'impact  
3.9 Compter ce qui compte  
3.10 La grande adaptation  
3.11 Créer une Autorité indépendante de veille des risques globaux  
3.12 Oeuvrer pour un Conseil de sécurité planétaire

EN GUISE DE CONCLUSION : LE RÉCIT  
ANNEXES

# Résumé

La Transformation globale de notre économie est au coeur de ce rapport du Comité de prospective du Comité 21. Celui-ci, composé d'une trentaine de chercheurs, d'experts et d'administrateurs et présidé par l'économiste Philippe Dessertine, a travaillé depuis deux ans sur la nécessaire « resocialisation » d'une économie planétaire devenue hors sol, sous l'effet notamment d'une financiarisation excessive, comme en avait fait le constat, il y a 75 ans, l'économiste hongrois Karl Polanyi dans son livre phare « La Grande Transformation ».

La crise systémique que nous traversons actuellement, et qu'on peut qualifier, elle aussi, de « Grande Transformation », résulte de réponses insuffisantes aux effets cumulés de différentes ruptures : technologiques (révolution numérique), socio-économiques (globalisation financière et inégalités), écosystémiques (changement climatique et érosion de la biodiversité), spatio-temporelles (rétrécissement relationnel planétaire et accélération) et même éthologiques (évolution des valeurs et des comportements, quête de sens).

Dans ce contexte d'une nouvelle ère géologique caractérisée par l'empreinte humaine, l'« Anthropocène », les communautés humaines réagissent depuis des années aux défis qu'elle leur pose par des démarches transitionnelles, des expériences, des travaux de recherche, l'ensemble suggérant que la Transformation, si elle n'est pas déjà là, a au moins, déjà et en partie, commencé. Mais les trajectoires ne sont toujours pas bonnes et affectent profondément notre monde, au point de provoquer, chez certains, la résurgence du « mythe de l'apocalypse », sous le timbre de l'« effondrement ». Á rebours de ce récit, le Comité 21 estime au contraire que les défis pour surmonter ce moment critique sont à portée de la capacité humaine de Transformation.

Face aux incertitudes de notre époque, nous avons besoin d'une boussole pour ne pas perdre la bonne direction d'un monde dont les fondements d'antan sont minés, comme les équilibres climatiques, la diversité de la nature, les populations trop nombreuses et errantes, et dont les perspectives sont vertigineuses, entre la construction d'humanoïdes, possibles rivaux de notre espèce, la conquête de l'univers, et la découverte des mécanismes cachés de l'infiniment petit. Pour cela, la prospective doit nous guider selon différents scénarii, afin de nous aider à explorer les freins et les leviers des futurs possibles, préalables à l'élaboration de stratégies ou de politiques adaptées à aujourd'hui.

C'est pourquoi le Comité de prospective a souhaité que soient analysées les raisons pour lesquelles cet objectif de Transformation ne se concrétise pas, ou pas encore suffisamment, et que soient étudiés les freins qui ont amené à la situation actuelle, entre Transformation en marche et trajectoires insuffisantes. A côté de deux freins majeurs que constituent le changement d'échelle et la méthodologie de la Transformation, existent différents freins techniques, environnementaux, sociaux, économiques, sociétaux, culturels, politiques.

Si les technologies sont à l'origine des immenses progrès enregistrés par l'humanité depuis des siècles, elles sont parallèlement sources d'incertitudes et de questionnements, liés à leur utilisation : au niveau de la science elle-même, au niveau des freins techniques à lever, au niveau de l'impact de ces technologies sur les ressources et de l'« effet rebond » au niveau des effets pervers de l'intelligence artificielle. Sur le plan économique, on peut considérer deux catégories de freins : l'une quantitative : l'inadéquation des moyens budgétaires et financiers actuels, et l'autre qualitative : l'« imaginaire de la croissance ». Sur le plan sociétal, trois freins principaux sont identifiés : la difficulté à changer de comportements, les freins psychiques la pauvreté et les inégalités. Enfin, dans le champ politique, trois facteurs principaux rendent difficile la gouvernance de nos sociétés, surtout dans une perspective radicale de « changement de méthode » et de gestion de nos « biens communs » :

- ✓ l'instabilité politique externe et interne
- ✓ le doute et la défiance
- ✓ la question du « récit »

En face de ces freins, le Comité de prospective a ensuite identifié quatre principaux leviers de Transformation : les mutations technologiques et techniques, qui doivent impérativement être mises au service de l'amélioration environnementale et climatique, particulièrement pour la Transformation numérique, l'intelligence artificielle et l'énergie ; les mutations économiques, en émergence ou se manifestant déjà depuis de nombreuses années, dans les domaines suivants : les nouveaux modèles économiques, la Transformation de l'entreprise, l'investissement pour la transition climatique et écologique, la taxation du carbone, la finance durable, la comptabilité publique ; le changement des modes de vie, à travers la citoyenneté écologique, la sobriété, la réduction des inégalités ; une meilleure gouvernance de nos « biens communs », grâce aux Objectifs de développement durable, au nouvel « European green deal », à la gouvernance du développement durable, au « green budgeting ».

Et les territoires constituent eux-mêmes un levier essentiel. Leur force transformatrice se manifeste, en tant que lieux d'expérimentation et de matérialisation des leviers de Transformation, mais, plus encore, comme en étant les agents, sinon les conditions, de leur mise en oeuvre. Territoires, villes et régions apparaissent les mieux placés pour s'organiser face aux chocs socio-économiques et environnementaux, à travers la planification territoriale, la déclinaison territoriale des ODD, la déconcentration et la décentralisation, l'expérimentation et l'appropriation culturelle.

L'analyse des freins effectuée détermine plusieurs enjeux à creuser, par rapport à la situation actuelle : la science et la recherche-développement à soutenir ; le type de croissance à privilégier ; les investissements à consentir ; les inégalités à lever ; les comportements à orienter ; la défiance à apaiser et les relationnels partenariaux à intensifier, particulièrement dans les territoires. S'ils sont donc nombreux, ils tiennent moins à des questions techniques et budgétaires, susceptibles d'être résolues avec le temps, qu'à des raisons beaucoup plus incertaines dans leur issue comme la géopolitique mondiale, la gouvernance collective et les comportements individuels.

Face à ces entraves, les leviers identifiés forment un terreau fertile, qu'un certain nombre de moteurs de Transformation proposés par le Comité de prospective pourraient permettre de cultiver, en considérant leur temporalité, leur nature, leur radicalité, leur démocratie :

- ✓ la mobilisation de la sphère de l'enseignement supérieur et de la recherche
- ✓ la mesure de l'impact
- ✓ la Transformation de l'Agenda 2030
- ✓ la prospective et le temps long
- ✓ la société du bien commun
- ✓ la mise en chantier d'une loi 5D
- ✓ un revenu vital universel
- ✓ le prix du carbone
- ✓ l'investissement avec des indicateurs d'impact
- ✓ la comptabilité patrimoniale
- ✓ la gestion des risques
- ✓ la sécurité planétaire

Le Comité de prospective s'est emparé de la question du « récit » à construire, entre vision préalable élaborée avant de passer à l'action et récit co-construit en chemin en y insérant les premiers enseignements de la crise sanitaire. Sans trancher ce débat récurrent, le trajet faisant partie du projet, il estime cependant, du point de vue institutionnel, que l'« Agenda 2030 » incarne ce récit vers la Transformation et qu'il faut sans cesse s'y référer, et, du point de vue des rapports de l'homme avec son écosystème, rapports qui constituent la base de la vie sur Terre, qu'un renouvellement de ces rapports basés sur la « co-évolution homme-nature » pourrait le raconter.

# Un moment de bascule

«Nous avons publié une première fois ce rapport le 30 janvier 2020, et l'avons ouvert pendant un mois à la consultation de nos membres, et au-delà. Au moment où nous mettions la dernière main à sa version définitive a éclaté la crise du coronavirus, et nous avons suspendu sa publication.

D'abord parce que, comme tout le monde, nous étions « sidérés » par la crise, et le confinement de la moitié de la planète, car, même si nous étions conscients du risque de pandémie (nous l'avions d'ailleurs cité dans le rapport), son ampleur était pour nous comme pour tous, un choc. On attendait une catastrophe climatique, une sixième extinction, un nouveau krach boursier, un accident nucléaire, et c'est d'une autre illustration de la mondialisation qu'est venue la (mauvaise) surprise : une nouvelle crise sanitaire planétaire !

Ensuite, parce que nous savions que cette pandémie ne devait pas occulter, tant s'en faut, la poursuite de la Grande Transformation que nous tentions de décrire, et que se poserait forcément le problème du traitement difficile de la simultanéité des crises.

Observons d'abord que la pandémie n'était pas dans les risques les plus probables identifiés par les différents instituts ou organisations. Quelques exemples : si, enfin, les risques environnementaux s'étaient installés à la première place de ceux que le Forum de Davos liste chaque année.

Les liens entre cette pandémie et crise environnementale sont partout largement développés, d'abord à cause de la probable (mais pas démontrée dans le cas du Covid-19) origine du virus : des espèces sauvages prélevées et commercialisées, la déforestation, l'urbanisation endémique qui favorise le rapprochement entre espèces sauvages et les hommes. Les échanges intenses de populations rendent évidemment la propagation du virus quasi immédiate, et une étude italienne met en évidence la corrélation entre l'explosion des cas d'infection avec la présence de particules fines dans les villes polluées.

Évidemment, il est fascinant que le confinement, destiné à protéger les hommes du virus, favorise le retour d'une meilleure vie pour les autres espèces. Au *Printemps silencieux (Silent Spring)* de la biologiste Rachel Carlson fait écho le printemps silencieux de 2020, près de 60 ans après. 60 ans pendant lesquels le silence des oiseaux a fini par générer pendant deux mois le silence des hommes, tellement la nature a été malmenée par une espèce qui aujourd'hui se confine. Ces 60 ans ont modifié le monde de manière inédite et tragique. Nous vivons, non pas la première tragédie, mais la première tragédie GLOBALE du XXI<sup>ème</sup> siècle, où s'entrechoquent tous les excès de la croissance, et tous les méfaits de notre inaction. La ruse de la nature est que cette pandémie « moderne » nous renvoie aux temps historiques des grandes épidémies, comme si, brusquement, tout notre savoir scientifique et technique ne servait à rien dans un premier temps. Deux mois de confinement nous auront rendu à notre condition humaine ancestrale : la vulnérabilité et l'impérieuse nécessité de l'ancrage territorial.

Car c'est sans nul doute une épreuve d'humanité. Citons une phrase du plus tragiquement actuel roman de cette année alors qu'il date de 1947 : « Tout ce que l'homme pouvait gagner au jeu de la peste et de la vie, c'était la connaissance et la mémoire... mais il est dur de vivre seulement avec ce que l'on sait et ce dont on se souvient, et privé de ce qu'on espère... Il n'y a pas de paix sans espérance ».

D'abord les pays ont du mal à s'entendre et résistent mal à la tentation de la fermeture. Chacun, nous réagissons selon nos particularités, nos engagements, nos inclinaisons, nos habitudes : les professionnels de santé y reconnaissent les conséquences des coupes budgétaires, les écologistes celles du mépris de la nature, les nationalistes celles de la mondialisation, les collapsologues l'expression du premier effondrement, les technicistes l'opportunité de consacrer l'algorithme comme clé de la civilisation, les économistes l'occasion d'effacer les dettes, les tyrans celle de tyranniser, et les démocraties celle de rassembler leurs citoyens.

Pourtant il s'agit bien de la même humanité, dont la communauté de destin est patente, à travers tous les pays, avec la même vulnérabilité, dépendante de l'histoire de chacun, et de la situation sanitaire de son pays. Il s'agit de l'irruption de la mort au-devant de la scène, alors que nos civilisations la dissimulent ou la nient, et la menace d'une sévère récession, qui va évidemment atteindre les plus faibles.

Cette crise est aussi révélatrice de la manière dont est (et sera) traitée l'urgence, l'exception dans notre siècle. Car nous savons qu'elle ne sera pas la dernière, et que les menaces globales, très identifiées, nous en provoqueront d'autres. On n'a pas fini d'en tirer des enseignements, mais déjà des constats peuvent être faits : insuffisante préparation des États, sécurité sanitaire défaillante, encadrement juridique de la situation d'exception inexistant (du coup fabriqué « sur le tas »). Existe aussi le risque de nous voir, en sortie de crise, débordés par la pression économique et sociale, et de réagir comme en 2009, en sacrifiant l'urgence écologique, aussi pressante, mais dont la temporalité est différente. Existe surtout la tentation de la discorde, de la violence, tellement, en France, la défiance est grande, et le sentiment d'anxiété devant l'incertitude des temps prégnant. Il s'agit évidemment de la défiance politique.

Cependant, des signes positifs existent, et finalement surprennent.

**Le premier est la décision de la plupart des dirigeants de prioriser la santé et la vie des citoyens, à l'économie, « quoi qu'il en coûte ».** Nous sommes certains qu'il s'agit d'un tournant majeur depuis les années 80, et qu'il marque la suspension, et peut être la fin du néolibéralisme, comme d'ailleurs beaucoup d'économistes ou intellectuels le suggèrent.

Certes, on peut y voir comme l'historien Olivier Faure, ou le philosophe André Comte-Sponville, une surinterprétation de l'épidémie, illustrant la négation de la mort parmi nos contemporains. Ou bien cette décision ne traduirait que l'absolue nécessité, dans pratiquement tous les pays, de faire face dans l'urgence à la pénurie de matériel sanitaire, dont l'insuffisance est patente pour gérer une telle crise. L'avenir dira si l'appauvrissement économique provoquera plus de décès dans un plus long terme, mais nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une rupture sans précédent, dont les conséquences dans les politiques publiques seront considérables.

**Le deuxième est l'explosion de débats sur le « monde d'après », et il faut évidemment y voir la sensibilisation aux menaces environnementales qui s'est développée ces dernières années :** chaque organisation y va de sa plateforme, de son blog, de ses tribunes, appels et articles reflètent l'espoir de construire et espérer un monde meilleur, d'abord au niveau de la santé de chacun, mais aussi, collectivement, pour réorienter un modèle socio-économique qui a atteint ses limites. Il reste maintenant à mettre en œuvre cette espérance. Le Président de la République a d'ailleurs affirmé : « Il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour », et encore « Le jour d'après, quand nous aurons gagné, ce ne sera pas un retour au jour d'avant ».

**Le troisième consiste dans les retrouvailles avec l'essentiel.**

L'essentiel, dans cette crise, c'est la santé, la sauvegarde de la vie, le maintien des services, justement, « essentiels », l'importance de profiter de la nature, dont beaucoup sont privés, le prix du temps. L'une des constantes observées est d'abord que « la crise sanitaire ne doit pas cacher la crise climatique ».

**Le quatrième, qui découle des trois premiers, est la volonté de changer de modèle économique.** Bien sûr, au-delà de cette prise de conscience et de ces espoirs de changement, on ne peut qu'observer que cette crise du Covid-19 de 2020 est loin d'être la première (ni la dernière) manifestation des antagonismes et de la porosité des sociétés humaines entre elles, crises qui, au fil des siècles, se sont manifestées sous des formes différentes, plus ou moins graves : guerres mondiales, bien sûr, au premier chef, crises sanitaires (peste, grippe, SIDA, SRAS, MERS, H1N1...), crises financières (krach de 1929, subprimes et crise bancaire et financière 2007-2008), changement climatique, érosion de la biodiversité et catastrophes naturelles, et qu'au final, elles n'ont pas engendré une inflexion sensible de ce modèle, comme on aurait pu justement l'espérer, voire qu'à coup de plans de relance et d'effets rebond, elles en ont aggravé les conséquences.

Pourtant, dans le cas de la présente crise, on doit parallèlement faire l'incroyable constat que l'arrêt de la majeure partie des activités économiques peut s'assimiler à une « décroissance » forcée, et que « le grand Stop » été possible, même provisoire. Au-delà du fait que beaucoup aimeraient transformer ce grand Stop en Grand Soir, cette « expérimentation » contrainte montre en même temps qu'elle n'est pas une voie viable, ni pérenne, tant ses conséquences socio-économiques sont potentiellement dramatiques.

**Le cinquième signe est l'installation définitive dans le fonctionnement de la société de l'économie numérique.** Le numérique a permis la continuité de l'activité, la permanence (certes inégale) des services éducatifs, le lien entre les êtres, le débat politique et sociétal, et surtout le suivi de l'épidémie, à travers les plateformes de données de santé. Bien sûr s'ouvre un débat très vif sur les risques de ce passage au tout numérique, en particulier sur le risque « Big Brother », soulevé en particulier par les applications de traçage numérique. Mais le télétravail s'est imposé, et restera, dans un premier temps pour accompagner les suites du déconfinement, ensuite, sûrement, par choix des entreprises, des salariés issus d'une découverte d'une efficacité différente et une économie de transports, Reste à faire le bilan écologique, et ergonomique du télétravail, et le champ est immense.

Nous ne parlerons pas d'« opportunité », comme certains, car le « moment planétaire » du Covid-19 a contenu son lot de drames personnels, et nul ne saurait prédire l'avenir à la veille du déconfinement en France, mais la Grande Transformation que nous appelions de nos vœux se présente maintenant sous un jour différent, à la fois plus accessible, et plus hasardeux. Le Comité 21, comme d'autres, promeut cette Transformation depuis sa création il y a 25 ans, au travers de l'Agenda 21, d'abord, et, aujourd'hui, de l'Agenda 2030 des Nations Unies. A cet égard, il ne peut qu'être douloureusement frappé de l'asynchronisme qu'il constate entre la dimension d'évidence mondiale de cette épidémie et des problèmes qu'elle entraîne, et les réponses très parcellisées, pas seulement liées aux contextes différenciés, qui leur sont données, témoignant une nouvelle fois des insuffisances du multilatéralisme, allant de l'ONU à l'OMS, en passant bien entendu aussi par l'Europe. Ce silence multilatéral, relativement assourdissant, ne présage évidemment rien de bon, une fois la crise passée, quant au retour redouté des égoïsmes personnels et collectifs.

Le présent rapport constituait il y a deux mois la contribution du Comité 21, à travers son Comité de prospective, aux travaux de réflexion liés à l'ensemble des défis planétaires qui justifient une profonde Transformation de notre modèle de développement. Et ce d'autant qu'il a été entrepris voici plus de deux ans, bien avant donc cette crise sanitaire. Cette crise ne rend ces propositions que plus actuelles, car elles constituent un cadrage métaéconomique, au sein duquel peuvent s'insérer des recommandations plus sectorielles et plus opérationnelles.

« Il faut que tout change pour que rien ne change ! »



### ***Rien n'avait-il changé ?***

Avec d'autres, le Comité de prospective en a fait le constat, malgré la reconnaissance d'une ère nouvelle, l'Anthropocène, et de ses conséquences que nous connaissons tous. Toutes les études tombent d'accord sur le fait que les Transformations se font un peu malgré nous, assez bien par secteurs, mais n'entraînent pas un changement civilisationnel, alors que nous savons que la planète Terre est atteinte par des choix économiques, à la fois trop consommateurs de ressources et inégalitaires. Et pour tenter de comprendre pourquoi l'objectif de Transformation ne se concrétise pas, ou pas encore suffisamment, donnant ainsi l'impression de faire du surplace depuis une quarantaine d'années, voire de régresser, il a voulu analyser les freins techniques, économiques, sociétaux, politiques qui ont amené à la situation actuelle, entre Transformation en marche et trajectoires insuffisantes. Au vu de cette analyse, on ne peut pas dire que rien n'ait changé, mais les lieux réels de la Transformation sont trop réservés aux pays riches et aux élites, ce qui induit à la fois les immobilismes et les révoltes populaires qui se multiplient.

### ***Tout va-t-il changer ?***

Pour répondre à cette seconde question, le Comité de prospective avait identifié et développé dans ce rapport les leviers d'une Transformation dont on s'aperçoit qu'elle est déjà à l'œuvre : révolution numérique, évolution de l'entreprise, mutation de la finance, nouvelles citoyennetés, irruptions de nouvelles gouvernances. Si tout n'a pas (encore) radicalement changé, tous les éléments d'un nouveau modèle sont donc en place, avec des incertitudes décisionnelles et démocratiques et une temporalité indéterminée. Et les observations sur les graves lacunes de nos gouvernances nationales et internationales ne font qu'accélérer la mise en place de ces éléments.

Dans le contexte politico-social du « Risorgimento » décrit par Lampedusa, sa fameuse phrase se réfère à la responsabilité des conservateurs qui, pour demeurer dans le monde qu'ils souhaitent sauvegarder, doivent accepter d'inévitables changements et la montée au pouvoir d'une classe nouvelle, la bourgeoisie, « comme c'est, au fond, rien qu'une lente substitution de classes ». Cette constante des révolutions socio-politiques de l'histoire est aussi particulièrement adaptée à la situation d'aujourd'hui en matière de développement durable : on pourrait ainsi apparenter la croissance dite « verte », prônée par la majorité des pouvoirs politiques et financiers en place, à la formule de Lampedusa. Mais, elle aussi, est de l'« ancien monde », qui a montré ses limites environnementales et socio-économiques.

La très grande majorité des rapports qui prônent de nouveaux modèles mettent l'accent sur des mesures, faibles ou fortes, pour reprendre la phraséologie du développement durable, inflexibles ou radicales, pour réorienter notre modèle de développement : restructuration du tissu industriel et agricole français et européen, relocalisations des productions, investissements massifs dans les infrastructures de transport durable, d'énergie et dans la rénovation énergétique des bâtiments publics et privés, modernisation de la démocratie, remise à niveau des secteurs de la recherche et de l'innovation, des services publics et du système de santé et de sécurité sociale, refonte des règles budgétaires, adaptation des politiques économiques et monétaires, modernisation des indicateurs statistiques et comptables, développement des leviers culturels de communication et de sensibilisation du public via la publicité, l'art et l'éducation...

Or on n'a pas le choix, encore moins maintenant qu'il y a trois mois : il faut essayer de penser un autre futur, même si nous ne l'imaginons pas encore, renouer avec le vivant, réduire les inégalités, stopper dans le siècle le réchauffement climatique et donc investir dans la transition énergétique et écologique, gouverner ensemble autrement.

Bien sûr, certains disent que c'est trop tard, malgré la « pause » offerte à la nature, et voient dans la crise une répétition générale de la future apocalypse. D'autres, fidèles à l'idée du Progrès, ont foi dans les capacités humaines à s'adapter, et à inventer des techniques nouvelles pour surmonter ce moment critique de l'humanité. D'autres encore considèrent que les systèmes politiques et économiques actuels sont dans l'incapacité de réaliser les indispensables Transformations, et donnent aux individus, aux « citoyens » la charge de la Transformation et si la Grande Révolution ne vient pas, les « révolutions minuscules » pourront s'y substituer. Les films « Demain » et « Après Demain » symbolisent ce positionnement.

Quant aux économistes, qui n'ont intégré que lentement le big bang actuel de la nature, ils sont aujourd'hui devant un dilemme immense : il faut qu'ils donnent aux politiques des instruments pour refaire partir la fabrication de richesses avec d'autres concepts, d'autres armes, d'autres buts. Transformer l'actuelle décroissance (mortifère) en prospérité sobre, et entraîner les investisseurs, dans cette création nouvelle. Ce rapport veut ainsi refléter à la fois la voix de ceux qui considèrent que l'humanité est menacée par des risques d'effondrements divers, mais que les défis pour surmonter ce moment critique sont à portée de la capacité humaine de Transformation.

Dans l'histoire des révolutions industrielles, ce sont toujours la science et la technologie qui en ont été l'amorce et les moteurs. Grâce à la Transformation engendrée par le digital, nous sommes rentrés dans la « quatrième révolution industrielle ». Et nous sommes à un « moment possible de bascule » de l'histoire de l'environnement où la façon dont nous déployons ces technologies numériques et l'Intelligence artificielle offre la possibilité de mesurer et de protéger notre environnement et de réorienter notre économie – un exploit que nous n'avons justement pas réussi à accomplir au cours des quarante dernières années. En particulier parce que le financement des technologies n'était dirigé que vers la performance scientifique et technique, et pas sur la Transformation globale du modèle économique.

La conscience aujourd'hui de l'ampleur des dégâts de nos modèles économiques est enfin là. Il aura fallu un demi-siècle d'alertes, d'innombrables rapports, la mobilisation des grandes agences internationales, la voix des ONG, celle de grandes figures, mais surtout il aura fallu que les phénomènes extrêmes se multiplient.

Ce phénomène extrême a pris la figure d'une pandémie, mais il y en aura d'autres. On peut le déplorer (et nous le déplorons), s'en indigner, trouver des boucs émissaires (cela ne manque pas), évoquer la cupidité de la nature humaine, l'indigence des politiques, le cynisme des systèmes économiques, un capitalisme de l'accumulation, l'insuffisance de la régulation... mais nous n'avons que le temps aujourd'hui de trouver les voies de solutions. Car à l'accélération des risques doit répondre l'accélération des solutions.

Hartmut Rosa a récemment mis l'accent sur la force politique qu'il a fallu pour « ralentir le monde jusqu'à le stopper », « en nous faisant prendre conscience que nous, en tant que sujets politiques, sommes capables d'une action politique puissante : le coronavirus est une expérience impressionnante d'auto-efficacité collective. Nous pouvons et devons utiliser cette force pour affronter la crise climatique – ainsi que toutes les autres formes d'agression ». Il en tire la conclusion que « le moment est venu de changer de paradigme. Les changements de paradigme ne sont possibles que lorsqu'un ancien paradigme entre en situation patente de crise. Car en « temps normal », les institutions et les processus sociaux ne font que suivre les règles et les routines établies, parfois si profondément ancrées que le changement semble impossible. Les sociologues parlent alors de « dépendance au chemin ». Le prix à payer pour changer de voie et inventer quelque chose de nouveau est tout simplement trop élevé, la divergence trop risquée tant que les systèmes sociaux et économiques fonctionnent plus ou moins correctement au quotidien. Mais de temps à autre, au cours de l'histoire, en temps de crise et/ou d'innovation, il y a des moments historiques d'indécision ou de « bifurcation » dans lesquels on ne sait pas comment une communauté ou une société socioculturelle va continuer. Dans de telles situations, les modèles sociologiques ou économiques ne peuvent pas prédire l'avenir, car il est fondamentalement ouvert. Comme nous le rappelle Hannah Arendt, ce sont les moments où quelque chose de nouveau peut naître, où la capacité humaine d'innovation – qu'elle appelle la « natalité » – peut ouvrir une nouvelle voie ». Il remarque que ces moments agissent comme des moments de « résonance collective » : « Les acteurs sociaux se sentent existentiellement touchés et émus par la situation, ils se rendent compte qu'ils sont capables de s'arrêter, d'écouter et de répondre à la situation d'une manière qui les transforme, eux et le monde social qui les entoure. »

Ce rapport, et les propositions qui suivent, veulent proposer des instruments pour cette Transformation.



## LES 12 PROPOSITIONS DU COMITÉ 21

1. Science et éducation : mobiliser la sphère ESR
2. Renouveler la prospective comme perspective de sens pour tous au lieu des scénarii multiples pour tous les secteurs
3. L'Agenda 2030 pour et par tous
4. Permettre le développement des actions de bien commun pour expérimenter
5. Étudier les contours d'un « revenu vital universel »
6. Vers une loi « 5D »
7. Consacrer économiquement et juridiquement la notion d'usage dans une économie dynamique de fonctionnalité
8. Investir avec des indicateurs d'impact
9. Compter ce qui compte
10. Grande Transformation, grande adaptation
11. Créer une Autorité indépendante de veille des risques globaux
12. Œuvrer pour un Conseil de sécurité planétaire



# Liste des membres 2017-2020

## Comité de prospective du Comité 21

### Président

**Phillipe Dessertine**, économiste, professeur à l'Institut d'Administration des Entreprises de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, directeur de l'Institut de Haute Finance

### Vice-Président

**Raymond van Ermen**, conseiller auprès du président d'European Partners for Environment, ancien président du Comité d'experts 2013/2015 du Comité 21

### Membres

**Bachir Arouna**, vice-président du Comité 21, directeur développement, stratégies locales, prévisions et gestion des risques à la ville d'Enghien-les-Bains

**Dominique Auverlot**, ancien conseiller auprès du Commissaire de France Stratégie

**Monique Barbut**, ancienne secrétaire exécutive de la convention des Nations unies pour la lutte contre la désertification (CNULCD), ancienne présidente du FEM

**Mathieu Baudin**, directeur de l'Institut des futurs souhaitables

**Luc Blondiaux**, professeur de sciences politiques à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne

**Christophe Bultel**, administrateur du Comité 21, directeur conseil de la société Épiceum

**Henry de Cazotte**, ancien directeur à l'AFD

**Pierre-Antoine Chardel**, professeur de philosophie sociale et d'éthique à l'Institut Mines-Télécom Business School et co-fondateur du LASCO IdeaLab de l'IMT

**Denis Couvet**, professeur au Muséum National d'Histoire Naturelle

**Amy Dahan**, mathématicienne, historienne, directrice de recherche émérite au CNRS

**Christian Dubost**, administrateur du Comité 21, chargé de mission au MTES/CGEDD, ancien directeur du développement durable du Groupe SNCF

**Pierre Ducret**, conseiller climat du Groupe Caisse des Dépôts, président d'I4CE

**Philippe Estèbe**, enseignant à Science Po, géographe, directeur de l'IHEDATE

**Paul Fattal**, administrateur du Comité 21, vice-président de l'Université de Nantes



**François Gemenne**, chercheur en science politique  
**Jean-Pierre Goux**, mathématicien, écrivain, directeur général adjoint de Powernext  
**Denis Guibard**, vice-président du Comité 21, directeur de l'Institut Mines-Télécom Business School  
**Géraud Guibert**, président de la Fabrique écologique  
**Charles-Benoît Heidsieck**, président de l'association Le Rameau  
**Christine Jean**, présidente honoraire de SOS Loire vivante, administratrice de la LPO  
**Alexandre Jost**, fondateur et délégué général de la Fabrique Spinoza  
**Thomas Kerting**, président Les Respirations, fondateur d'Airpublica  
**Bettina Laville**, présidente fondatrice du Comité 21, conseiller d'État honoraire  
**Laure Mandaron**, directrice développement durable du Groupe La Poste -Branche Services-Courrier-Colis  
**Julia Marton-Lefevre**, Université de Yale, ancienne directrice générale de l'UICN  
**Valérie Masson-Delmotte**, paléoclimatologue, membre du GIEC  
**François Moisan**, directeur exécutif stratégie, recherche et international à l'ADEME  
**Marc-Olivier Padis**, directeur des études au think tank Terra Nova  
**Gérard Payen**, ancien conseiller pour l'eau et l'assainissement du secrétaire général des Nations unies  
**Luc Picot**, ancien directeur de Décider ensemble  
**Henri Robert**, administrateur de Green Cross France et Territoires  
**David Sadek**, vice-président recherche, technologie et innovation au groupe Thalès  
**Guillaume Sainteny**, ancien maître de conférences à l'École Polytechnique  
**Marie-Laure Salles-Djelic**, professeure au Centre de Sociologie des Organisations de Sciences Po  
**Stéphanie Thiébault**, directrice de l'Institut écologie et environnement (INEE) du CNRS  
**André Torre**, enseignant chercheur à AgroParisTech  
**Hélène Valade**, administratrice du Comité 21, présidente de l'ORSE  
**Claire Visentini**, Caisse des dépôts, responsable du Pôle Stratégie durable et évaluation au sein de la Banque des territoires.

*Le secrétariat du Comité de prospective est assuré par Georges Ribière, chargé de mission prospective au Comité 21.*



**Réseau National**  
102 avenue des Ternes  
75017 Paris  
Tél. : 01 55 34 75 21  
comite21@comite21.org

**Réseau Grand Ouest**  
3, bd de la Loire  
44200 Nantes  
Tél. : 02 28 20 60 80  
grandouest@comite21.org

[www.comite21.org](http://www.comite21.org)  
[www.comite21grandouest.org](http://www.comite21grandouest.org)

